

MINISTERE DES MINES
ET DES CARRIERES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE
DU CADASTRE MINIER

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

Arrêté N° 17 / 104 /MMC/SG/DGCM
portant transfert du permis de recherche
«VEDAGA» à la société WURA RESOURCES
PTY LTD.

Visa CF N° 243

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

07 JUL 2017

- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrieres;
- VU le décret n° 2017 - 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 aout 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km²;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU l'arrêté n°16-139/MEMC/SG/DGCMIM du 19 aout 2016, portant premier renouvellement du permis de recherche «VEDAGA» ;
- VU la lettre n°017-00055/MMC/SG/DGCM du 14 avril 2017 portant invite à payer des droits fixés à dix millions (10 000 000) francs CFA ;

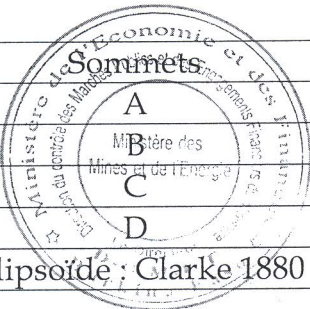
VU la quittance n°0312946 du 05 juin 2017 de paiement effectif des droits fixes de transfert ;

VU la demande de la société WEST AFRICAN RESOURCES EXPLORATION enregistrée le 31 janvier 2017.

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est transféré dans les conditions du présent arrêté à la société **WURA RESOURCES PTY LTD**, le permis dénommé «**VEDAGA**», situé dans les provinces de la Gnagna et du Kouritenga pour la recherche de l'or.

ARTICLE 2 : Ce permis couvre une superficie de **207,70 Km²**. Il est défini par les sommets dont les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM sont les suivantes :



	X	Y
A	801 808	1 380 200
B	801 808	1 369 939
C	781 566	1 369 939
D	781 566	1 380 200
Ellipsoïde : Clarke 1880	Datum : Adindan, Zone 30 N	

ARTICLE 3 : La validité du permis va du **18/07/2014 au 18/07/2017**. Il peut être renouvelé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4 : La société **WURA RESOURCES PTY LTD** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du code minier.

ARTICLE 5 : Les exonérations douanières mentionnées à l'article 4 ci-dessus excluent les taxes et redevances pour les services rendus.

ARTICLE 6 : La société **WURA RESOURCES PTY LTD** est tenue de communiquer à la Direction Générale du Cadastre Minier :

- un rapport d'activités au terme de chaque semestre calendaire et un rapport annuel d'activités sur les résultats des travaux de recherche de l'année établis selon les canevas définis par les dispositions de la section 3 de l'arrêté portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations.
- le programme prévisionnel de travail et le budget des dépenses de l'année suivante.

Elle fournira en outre :

1. Tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
2. Un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis ;
3. Tous les échantillons géologiques et minéralogiques demandés par l'Administration des Mines.

ARTICLE 7 :

Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à la société **WURA RESOURCES PTY LTD** de mener des activités d'exploitation.

ARTICLE 8:

Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des Mines.

ARTICLE 9 :

Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, sans préjudice du retrait du bénéfice du code minier et/ou du permis de recherche.

ARTICLE 10 :

Le présent arrêté sera publié au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 25 JUIL 2017



Ampliations:

- 1- SP/Cabinet
- 2- ITS
- 3- DGMG
- 4- DGCM
- 2- BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1- DGI/MINEFID
- 1- Gouverneur / Région de l'EST
- 1- Gouverneur / Région du CENTRE EST
- 3- WURA RESOURCES PTY LTD
- 1- J.O.
- 1 - Classement

